

L'ajournement

de la friction qui entache les relations est-ouest aujourd'hui. Le ministre a proposé que des experts ou des cadres supérieurs de la CSCE se réunissent pour discuter de la protection des droits de la personne et des libertés fondamentales qui sont réaffirmés dans le principe n° 7 de l'Acte final, et de l'application de ces droits à la corbeille n° 3 traitant particulièrement d'une plus grande liberté de mouvement des citoyens dans les États membres.

Je viens de faire ces commentaires pour montrer aux Canadiens l'importance de la conférence de la CSCE qui a lieu actuellement à Madrid et dire qu'à ma grande déception, notre société de la Couronne, la Société Radio-Canada, n'a pas jugé bon d'y envoyer un seul reporter.

En réponse à ma question et à mes préoccupations, le secrétaire d'État et ministre des Communications (M. Fox) a répondu à la Chambre que Radio-Canada s'était entendu avec Visnews, une agence de nouvelles européenne. Monsieur l'Orateur, nos concitoyens veulent connaître le point de vue canadien sur cette conférence et non le point de vue européen.

Les Canadiens en ont assez d'obtenir des nouvelles par l'intermédiaire d'agences américaines ou européennes. Les contribuables paient pour avoir un organe d'information d'État, et ils s'attendent à un meilleur service que celui qu'on leur a donné jusqu'ici. Je pose de nouveau la question au ministre des Communications: Quelles mesures compte-t-il prendre pour que le reste de la conférence soit mieux couvert que ne l'ont été les deux premières semaines de délibérations?

M. Roger Simmons (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, au nom du secrétaire d'État et du ministre des Communications (M. Fox) et de son secrétaire parlementaire qui n'ont absolument pas pu se libérer ce soir, je voudrais répondre au député de Parkdale-High Park (M. Flis). Je le remercie d'avoir porté cette question à l'attention de la Chambre. Il a raison de souligner l'importance de la conférence de Madrid que les gens suivent avec beaucoup d'intérêt de par le monde. Il est donc tout à l'honneur de mon ami d'avoir soulevé cette question juste à ce moment.

Je pense qu'il est inutile de rappeler aux députés que le gouvernement et Radio-Canada entretiennent des rapports distants. Si tant est que le ministre des Communications fait rapport devant le Parlement des activités de Radio-Canada, il ne s'immisce pas pour autant dans les affaires courantes de la gestion de la société. Je suis convaincu que tous les députés approuvent cette formule, notamment dans le domaine des services d'information.

Cependant, comme le ministre s'y était engagé à la Chambre hier, on a soulevé la question avec la direction de Radio-Canada. En réponse aux demandes de renseignements du ministre, Radio-Canada a examiné ses reportages de la conférence et signalé ce qui suit au ministre! En ce qui concerne la télévision anglaise, il a été décidé de ne pas envoyer de journaliste à Madrid pour deux raisons. Tout d'abord, Radio-Canada pouvait se procurer tous les reportages nécessaires par l'entremise de Visnews, première agence mondiale dans le domaine des nouvelles télévisées. Au fait, Radio-Canada est l'un des membres fondateurs de Visnews, qui a été constituée par un certain nombre d'organismes de radiodiffusion dans le but précis de faire des reportages télévisés des nouvelles internationales. Ainsi, les radiodiffuseurs privés ne sont pas obligés

de faire des dépenses pour envoyer des journalistes ou des caméramen sur les lieux d'un événement qui a déjà fait l'objet d'un reportage complet. Visnews fournit un reportage collectif de la conférence qui est à la disposition de tous les organismes qui en font partie. Dans ce contexte, Radio-Canada a estimé que comme la conférence dure pendant plusieurs semaines, et qu'elle ne pouvait y affecter un de ses journalistes pendant aussi longtemps, le service de Visnews serait suffisant pour le réseau.

● (2220)

Pendant la première semaine de la Conférence de Madrid, l'émission *The National* lui a consacré quatre reportages. D'abord, une présentation d'ensemble de Mark Phillips à Londres, avec des images de Visnews et de l'Eurovision sur la rencontre des délégués; et trois soirs de suite, des séquences transmises par satellite depuis l'Europe, avec des extraits de discours du secrétaire d'État (M. MacGuigan) et des principaux délégués des États-Unis et de l'Union Soviétique. Le réseau de télévision de langue anglaise suit de près les travaux de la conférence, avec l'assistance de son bureau de Londres, et reprendra les reportages quand l'actualité l'exigera.

Sur le réseau radio de langue anglaise, 19 bulletins ont été consacrés à la conférence, au journal parlé du réseau, entre le 10 et le 16 novembre. Il y a un reporter de Radio-Canada sur place, mais on a aussi utilisé des reportages de la BBC, de la NBC et de journalistes indépendants. La section actualités du réseau radiophonique de langue anglaise a passé des interviews de la conférence aux émissions *As it Happens* et *Sunday Morning*, ainsi qu'un commentaire de Jim Cutler, professeur de droit à l'Université McGill et avocat de nombreux dissidents soviétiques.

Le reportage des services français a été grandement perturbé par la grève des journalistes au Québec, mais le service radiophonique a quand même diffusé une présentation avant la tenue de la conférence et il a ensuite fait état du déroulement de celle-ci dans le cadre de ses émissions d'information.

La conférence est loin d'être terminée, monsieur l'Orateur. La Société Radio-Canada considère que ses journalistes doivent faire preuve de jugement lorsqu'il s'agit de déterminer quelles parties des audiences méritent un reportage. Le député de Parkdale-High Park (M. Flis) peut être sûr que la direction de Radio-Canada tiendra compte des commentaires qu'il a formulés ce soir, et que le ministre des Communications (M. Fox) ne manquera pas de les porter à l'attention du président de Radio-Canada.

Enfin, au nom du ministre, je remercie le député de Parkdale-High Park d'avoir soulevé cette importante question.

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL—LE RENOUVELLEMENT DES ACCORDS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX SUR LE FINANCEMENT

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur l'Orateur, je reviens ce soir sur la question que j'ai posée le 4 novembre au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) en lui demandant d'interpréter le passage du budget, au troisième paragraphe de la page 14, où le ministre des Finances (M. MacEachen) déclare qu'il compte bien que d'importantes économies seront réalisées lorsque les accords sur le financement des services médicaux et sociaux seront renouvelés prochainement entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. J'avais demandé au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social d'où proviendraient ces écono-